



# High Tech – No Rights?

Chers lecteurs et lectrices,

Un an après le lancement de la Campagne « High Tech – No Rights », *Pain pour le prochain*, l'Action de Carême et leur organisation partenaire SACOM ont présenté une nouvelle étude sur les conditions de travail dans les usines qui fabriquent nos ordinateurs. Conclusion: Dell, Apple et les autres grandes marques ne se sont pas assez engagées depuis 14 mois pour améliorer les conditions de travail chez leurs fournisseurs. Pourtant, les coûts de ces améliorations resteraient modestes.

La pression sur les firmes s'accroît, y compris de la part du secteur public. Dans plusieurs villes suisses – Bienne, Lausanne, mais aussi nouvellement Zurich et Zug – des postulats pour l'achat d'ordinateurs « plus propres » ont été déposés. Genève, quant à elle, fait figure de pionnière: depuis janvier 2008 elle a déjà adopté un règlement allant dans ce sens. Au-delà des seuls ordinateurs, les achats de tous les biens et services des cantons et communes devraient devenir durables: tel est l'enjeu de la nouvelle campagne de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) que nous relayons dans cette newsletter.

Bonne lecture;  
Pain pour le prochain/Chantal Peyer et  
Action de Carême/Valérie Trachsel

\*\*\*\*\*

## ACTUALITES DE LA CAMPAGNE

### ACHATS PUBLICS DURABLES : DEUX VILLES SUISSES PIONNIÈRES

Deux villes suisses, Genève et Bienne, sont en train d'adapter leur politique d'achats publics au principe du développement durable. Genève a une longueur d'avance et vaut comme un modèle au niveau suisse et européen. Bienne est également sur le point de promouvoir une utilisation responsable des deniers publics. Les paragraphes suivants présentent brièvement les efforts des deux villes en matière d'achats publics.

#### Ville de Genève

Dès le sommet de la Terre de Rio en 1992, les autorités politiques de la Ville de Genève ont porté une attention toute particulière au développement durable. En matière de technologies de l'information et de la communication, les premières actions concrètes de développement durable menées par la Ville de Genève furent d'abord économiques (par la mise en concurrence des fournisseurs) et environnementales (par le recyclage des équipements et des consommables, le choix des matériaux, l'exigence d'une certification ou d'une démarche environnementale des principaux fournisseurs, etc.). Ces deux dimensions sont progressivement assimilées par l'administration municipale.

Depuis deux ans, la ville a également abordé une nouvelle dimension du développement durable, trop souvent oubliée; la dimension sociale. Depuis 2006, les conditions générales d'achat d'équipements informatiques de la Ville de Genève stipulent que le fournisseur et ses principaux sous-traitants doivent respecter les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), le principe de l'égalité entre femmes et hommes, les principes du développement durable et, pour le personnel travaillant sur territoire genevois, les usages professionnels dans la branche applicables à Genève.

La Ville de Genève a effectué un pas de plus en 2007. Les fournisseurs qui entendent prouver leur aptitude à réaliser un marché faisant l'objet d'une soumission publique doivent désormais remplir un



Au niveau des *sanctions disciplinaires*, des formes de punitions abusives ont été découvertes dans plusieurs usines (Yonghong, Primax, Lite-On Electronics). A Primax par exemple un jeune travailleur chargé de fixer des logos sur des souris explique: «En période de haute production, la cadence augmente et il est difficile de suivre le rythme. Nous faisons plus d'erreurs. Si l'inspecteur le découvre, il nous impose une amende, sous forme d'une demi-journée de salaire de déduction. Nous sommes extrêmement tendus»

Au niveau des *contrats de travail*, les usines qui donnent aux employés/es une copie de leur contrat, ainsi que l'exige la législation chinoise, sont une exception. Et au niveau de la *connaissance des codes de conduite*, enfin, il n'y a aucune usine dans laquelle les ouvriers/ères ont signalé avoir connaissance du contenu du code de conduite adopté par leur usine.

### ... et quelques améliorations

L'amélioration la plus importante concerne la question du *salaire*: concrètement le nombre d'usines qui ne paient pas leurs ouvriers selon le salaire minimum légal en vigueur semble avoir baissé. En 2008, deux des usines étudiées (Lite-On Electronics et Yonghong) ne respectent pas la loi sur ce point, particulièrement lorsqu'il s'agit de dédommager les heures

supplémentaires. A Lite-On Electronics, les heures supplémentaires sont payées à 150% le week-end, au lieu de 200%. Et toute absence est sanctionnée par la soustraction d'un bonus de 60 yuans sur le salaire. Au final, les travailleurs/euses passent donc de longues heures en usine pour moins de 62 centimes par heure<sup>1</sup>. A Yonghong, des abus similaires ont été constatés. Dans les cinq autres usines le salaire minimum est respecté. Cette amélioration est récente. Les audits et mesures de responsabilité sociale des marques occidentales ont peut-être influencé cette évolution. Mais la hausse des salaires semble en premier liée à la pénurie de main-d'œuvre qu'ont connue les zones industrielles: pour retenir les ouvriers/ères et éviter une trop forte rotation du personnel, les directions d'usines ont été obligées d'améliorer leur politique salariale et, au minimum, de respecter la loi.



Travailleuses épuisées

Les *autres améliorations* que nous avons pu relever dans les usines<sup>2</sup> sont ponctuelles: efforts pour diminuer le nombre d'heures supplémentaires à Primax, distribution à chaque ouvrier/ère d'une copie du contrat de travail à Tyco, suppression d'une retenue alimentaire automatique de 102 yuans<sup>3</sup> à Volex ou encore présentation du code de conduite dans l'usine. Enfin, dernier constat: à Yonghong, il n'y a plus de travailleurs/euses mineurs. Toutefois, Sacome n'a pas pu savoir si les enfants qui travaillaient illégalement dans l'usine en 2007 ont reçu leur dernier salaire, ainsi que le paiement de leurs heures supplémentaires puisque suite à la publication du premier rapport, ils ont subitement disparus...

### Les réponses des marques: un engagement variable

Face aux abus systématiques dans les usines de leurs fournisseurs, quelles mesures ont pris les cinq leaders du marché suisse des ordinateurs (Hewlett Packard, Dell, Apple, Acer et Fujitsu Siemens) ? Pour le savoir, Pain pour le prochain, Action de Carême et Sacome leur ont envoyé un questionnaire détaillé, portant sur leur politique de responsabilité sociale, en Chine, au cours de ces quatorze derniers mois.

Les questions ont porté sur cinq dimensions de la responsabilité sociale: le cadre normatif ou code de conduite; la structure de direction; les politiques de mise en œuvre du code, les mécanismes de contrôle et les mesures prises pour faciliter le dialogue social, donc la participation des ouvriers. Ci-dessous, une synthèse de leur réponse<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Le salaire-horaire minimum à Dongguan, siège de l'usine Lite-On Electronics, est de : 4.12 yuans par heure (0.62 francs suisse – CHF) la journée, de 6.18 yuans (0.92 CHF) pour les heures supplémentaires le soir et de 8.24 yuans le week-end (1.24 CHF)

<sup>2</sup> Quatre usines qui fabriquent des composants pour Hewlett Packard, Dell, Apple et ACER avaient déjà fait l'objet d'une enquête de terrain en 2006-2007. Il s'agit de Yonghong, Primax, Tyco et Volex cable.

<sup>3</sup> En 2006, l'enquête de terrain a révélé que dans l'usine Volex, une somme de 102 yuans – soit près de 15% du salaire – était retirée du salaire pour les frais de repas. Ceci même si les ouvriers/ères ne mangeaient pas à la cantine. Cette déduction automatique a été supprimée.

<sup>4</sup> Analyse complète dans le chapitre 3 du rapport "High Tech - No Rights? A One Year Follow Up Report on the Working Conditions in the Electronic Hardware Sector in China", Jenny Chan and Chantal Peyer, Sacom/Bread for All/Swiss Catholic Lenten Fund, May 2008.

### **Hewlett Packard: donne le ton**

*(engagement: élevé, transparence: élevée)*

Hewlett Packard donne le ton en matière de responsabilité sociale en Chine. *Premièrement*, l'entreprise s'est donné des moyens importants, en terme de ressources humaines et financière, pour mettre en œuvre son code de conduite. Elle a un coordinateur sur place, qui dirige des équipes locales de contrôle. Hewlett Packard affirme avoir réalisé des formations au code de conduite pour 45 fournisseurs et des audits dans 80 usines au cours de l'année dernière. Ces chiffres sont élevés. *Deuxièmement*, la firme américaine est la seule qui accepte de rendre publique la liste de ses fournisseurs et qui accepte de commenter des cas précis d'usines. L'attitude est novatrice: jusqu'ici les entreprises d'ordinateurs invoquaient la concurrence économique et les lois anti-trust pour refuser de divulguer, ou même de seulement confirmer, le nom de leurs fournisseurs. *Troisièmement*, Hewlett Packard est la marque d'ordinateur qui fait le plus d'efforts pour entamer un dialogue «multi-acteurs», c'est-à-dire avec des acteurs externes et indépendants. En Chine, elle a notamment accepté de réaliser un projet pilote de formation des ouvriers/ères, en collaboration avec des organisations de la société civile. Ce projet constitue une réponse concrète aux demandes faites par la campagne «High Tech – No Rights?».

### **Dell: ralentissement**

*(engagement: moyen, transparence: moyenne)*

En 2007, Dell a multiplié les annonces en matière de durabilité: objectifs chiffrés pour diminuer les émissions de CO<sub>2</sub> et recyclage accru des ordinateurs usagés. Le même dynamisme n'a cependant pas empreint les mesures de responsabilité sociale: en Chine, les mesures décrites par Dell révèlent peu d'innovations, peu de progrès concrets. Dell a une personne avec un poste de 30% chargée de suivre la mise en œuvre du code de conduite en Chine. En 2007, elle a organisé deux séminaires de formation pour ses fournisseurs, ainsi que 32 audits. Ces mesures demeurent cependant modestes si l'on considère que Dell s'est engagée depuis quatre ans déjà dans un travail de responsabilité sociale sur sa chaîne de production.

### **Apple: la pomme mûrit, mais dans le noir**

*(engagement: moyen, transparence: faible)*

Depuis quelques mois, Apple semble avoir mis les bouchées doubles pour accroître son contrôle sur la chaîne de production: son équipe en charge des questions de responsabilité sociale est passée d'une personne en 2007, à huit personnes en 2008. Selon ses affirmations, la firme multiplie les audits en Chine et réalise des cours de formation non seulement pour les cadres, mais également pour les ouvriers/ères des usines. Apple continue cependant de souffrir d'une lacune majeure: l'opacité. La firme donne des réponses lacunaires à ceux qui enquêtent sur ses pratiques, refuse de confirmer la liste de ses fournisseurs et ne donne aucun chiffre sur le nombre concret d'audits et de formations réalisées en Chine. Difficile donc d'avoir des certitudes sur la crédibilité de ses déclarations. Apple refuse également tout débat public au sujet de sa responsabilité sociale et toute collaboration avec des organisations non gouvernementales ou des syndicats.

### **ACER: un changement de cap... à suivre!**

*(engagement: faible, mais progrès importants; transparence: faible)*

En février 2007, lors du lancement de la campagne "High Tech – No Rights" en Suisse, ACER cumulait les indicateurs rouges: absence de code de conduite et de politique de responsabilité sociale, absence de communication et de transparence, refus de reconnaître le non-respect des droits du travail dans les usines de ses fournisseurs, etc. Quatorze mois plus tard, un changement de cap important a eu lieu: pour la première fois, la firme taïwanaise a accepté d'entamer une démarche de responsabilité sociale sur sa chaîne de production. ACER a créé une cellule de travail au sein de son comité exécutif. En novembre 2007 la firme a réalisé les premiers audits dans les usines de fournisseurs. Et en juin 2008, Acer devrait annoncer officiellement son adhésion à l'initiative sectorielle, l'Electronic Industry Citizenship Coalition. Des premiers pas à suivre.

### **Fujitsu Siemens: une entreprise à la traîne**

*(engagement: faible; transparence: faible)*

Les réponses données à notre questionnaire révèlent que l'entreprise est peu engagée et peu transparente en matière de responsabilité sociale en Chine. Au niveau normatif d'abord, le code de conduite de Fujitsu Siemens présente des lacunes importantes. Au niveau de la mise en œuvre ensuite, Fujitsu Siemens affirme évaluer les performances de ses fournisseurs au cours de séances semestrielles, mais n'a aucune personne en charge des questions de responsabilité sociale au sein du groupe international, ou en Chine.

Au niveau de la formation, enfin, l'entreprise considère que la formation des fournisseurs au code de conduite ne relève pas de sa responsabilité

### Accélérer le changement!

L'engagement plus progressiste de certaines marques, particulièrement Hewlett Packard, est à saluer. Dans les usines cependant, la réalité évolue lentement. Et pour les ouvriers/ères, le respect de leurs droits les plus élémentaires demeure un rêve lointain. Pour accélérer le changement, Pain pour le prochain, Action de Carême et Sacome demandent aux marques de prendre deux mesures:

a. *Poser les bases d'un vrai dialogue social.* Même si la question syndicale est particulière en Chine, étant donné que la liberté d'association n'est pas reconnue, des mécanismes de communication avec les ouvriers/ères peuvent concrètement être mis en place. Ce dialogue social est crucial, car les ouvriers/ères sont quotidiennement dans les usines. Entre deux audits, ils sont les seuls à pouvoir surveiller la mise en œuvre effective du code de conduite, et donc, le respect de leurs droits.

b. *Adapter les politiques d'achats:* la responsabilité des firmes est de ne pas prendre d'une main ce qu'elles donnent de l'autre. C'est-à-dire de ne pas annuler les effets d'une politique de responsabilité sociale par une perpétuelle réduction des délais de livraison, une compression systématique

\*\*\*\*\*

### 50 FRANCS POUR UN ORDINATEUR ÉQUITABLE



Les grandes marques informatiques font produire leurs ordinateurs dans les zones franches des pays en développement et émergents. Cela, entre autres parce que les coûts salariaux sont bas et que les exigences en matière de prestations sociales sont quasi inexistantes. Cette réalité mène à un paradoxe: en regard du prix final d'achat d'un ordinateur, les coûts engendrés par le respect des droits du travail ne seraient pas cher.

Concrètement, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* pensent que les coûts de la main d'œuvre dans la production d'un ordinateur ne dépassent pas 50 CHF. Ce qui signifie qu'ils sont modestes en regard du prix final de l'ordinateur sur le marché suisse. Ce chiffre est une estimation, basée sur diverses sources. Étant donné la complexité de la chaîne de production d'un ordinateur (plus de 1000 pièces) et le manque d'accès aux données des firmes, aucune étude complète n'a en effet pu être faite sur le thème. Cette estimation permet cependant de faire un constat: un ordinateur équitable ne serait pas beaucoup plus cher.

Pour de nombreux consommateurs en Suisse, il est incompréhensible qu'un ordinateur produit dans des conditions respectueuses des droits des travailleurs ne soit pas encore disponible sur le marché. La pression sur les fabricants s'accroît, y compris de la part du secteur public.

Fin janvier, la conseillère communale lausannoise Florence Germond (PS) a déposé un postulat demandant à la ville de s'engager pour le respect des droits des travailleurs dans l'industrie informatique. Concrètement, le texte demande à la ville de s'engager à acheter des ordinateurs qui sont produits dans le respect des Conventions de base de l'Organisation Internationale du travail (OIT), à savoir: la liberté d'association et de négociation collective, la non-discrimination, l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants, ainsi que l'égalité de traitement homme-femme.

Pour garantir que les soumissionnaires respectent effectivement ces engagements, l'administration devra interroger les firmes d'ordinateurs – Hewlett Packard, Dell, Acer ou encore Apple - sur leur politique de responsabilité sociale. Ces marques ont-elles adopté un code de conduite crédible? Et dans quelle mesure effectuent-elles des contrôles indépendants dans les usines de production? En demandant aux responsables de la ville «d'établir une liste de critères permettant d'évaluer la politique de responsabilité

sociale des entreprises» et de «travailler en étroite collaboration avec des experts externes», le postulat exige des mesures claires de contrôle.

Ce postulat fait écho à une première question posée à la municipalité de Lausanne en 2007, peu après le lancement de la campagne «High Tech – No Rights?». A l'époque, les responsables roses-verts de la ville ont répondu avec une désinvolture étonnante que «puisque aucun fabricant n'est à même de constituer une alternative, la Municipalité estime qu'il serait improductif et inapproprié de faire pression sur son actuel fournisseur, celui-ci ayant par ailleurs été sélectionné en son temps dans le cadre d'un marché public, essentiellement sur la base de ses conditions commerciales avantageuses.» Avant de poursuivre que «le prix demeure en effet, en dehors de tout autre élément d'appréciation objectivement et universellement quantifiable, un critère de choix prépondérant.»

En résumé, la ville de Lausanne laisse entendre que pour elle, le seul facteur déterminant dans le choix d'appareils électroniques est le prix: l'écologie et les droits humains n'auraient pas leur place dans ces affaires! Cette position contredit la ligne politique défendue par la municipalité en matière de développement durable. Elle tranche aussi avec la réponse ouverte qui avait été donné à la motion Perrin - «achats publics et développement durable» - en juillet 2007. En acceptant le postulat de Florence Germond, les autorités lausannoises pourraient s'engager concrètement pour une utilisation durable et socialement responsable de l'argent de nos impôts.

★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★

## AUTRES CAMPAGNES

La campagne de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) « Pas d'exploitation grâce à nos impôts » demande que la Confédération, les communes et les cantons tiennent compte des conditions de travail lors de l'acquisition de biens et de services. L'administration publique dépense en tout 36 milliards de francs chaque année pour ses achats. Elle fait ainsi partie des consommateurs capables d'influencer les conditions de travail, de production et de vie des personnes dans les pays en développement et émergents. Des salaires assurant une existence digne, des prestations sociales et des conditions de travail équitables sont des facteurs essentiels pour permettre à des millions d'êtres humains de sortir de la pauvreté.

Avec la campagne de l'OSEO, la politique d'achat de la Suisse, en particulier celle des cantons et des communes, devrait être rendue non seulement écologiquement, mais aussi socialement durable. La durabilité sociale signifie, dans ce contexte, que les entreprises du monde entier doivent respecter les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur l'ensemble de leur chaîne de production.

L'OSEO propose aux cantons et aux communes une procédure pour mettre en œuvre une politique publique d'achat durable. D'un côté, la Communauté d'intérêt écologie et marché Suisse (CIEM) offre des conseils et des formations en matière d'achat écologique et social. De l'autre, les acquisitions en commun facilitent l'accès à des produits respectueux de critères sociaux et écologiques ; elles permettent également de réduire les coûts administratifs et d'obtenir de meilleurs prix d'achat.

Pour toutes informations sur la campagne de l'OSEO « Pas d'exploitation grâce à nos impôts » : <http://www.achatspublics.ch>. Vous pouvez également y signer une pétition.

★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★★

## POUR EN SAVOIR PLUS

### **A BON ENTENDEUR. «MADE IN CHINA: LES ORDINATEURS DE LA HONTE.»**

Le mardi 20 mai, l'émission « A Bon Entendeur » a porté sur les conditions de production de nos ordinateurs. Les journalistes se sont rendus en Chine, au mois d'avril 2008. Ils ont interviewés des ouvriers/ères de l'électronique, un opposant chinois – Hand Dongfang. Ils ont rencontré Jenny Chan, notre partenaire sur place et ont filmé en caméra cachée à l'intérieur d'un site de production. Un reportage en image, précis et actuel, des réalités vécues dans les usines d'ordinateurs L'émission peut être visionnée sur le site de la Télévision Suisse romande : [www.tsr.ch](http://www.tsr.ch) (aller sous : émissions/ A Bon Entendeur/archives/20 mai)

\*\*\*\*\*

**FILM DOCUMENTAIRE « DIGITALE HANDARBEIT – CHINAS WELTMARKTFABRIK FÜR COMPUTER »**

L'ONG *WEED* a produit le documentaire « Digitale Handarbeit – Chinas Weltmarktfabrik für Computer ». Le film met en évidence les zones d'ombre de la production globalisée des ordinateurs, qui ont peu en commun avec l'image « propre en ordre » de cette branche. Il donne la parole aux défenseurs des droits du travail et aux travailleurs et donne des pistes quand aux perspectives d'avenir et luttes à mener. Le film a été réalisé en allemand, mais est sous-titré en français.

DVD, 28 minutes, 10 euros. Commande : [www.weed-online.org](http://www.weed-online.org).

\*\*\*\*\*

**Contacts ou plus d'informations:**

Chantal Peyer, *Pain pour le prochain*, 021 614 77 10, [peyer@bfa-ppp.ch](mailto:peyer@bfa-ppp.ch)

Valérie Trachsel, *Action de Carême*, 041 227 59 57, [trachsel@fastenopfer.ch](mailto:trachsel@fastenopfer.ch)

- Souhaitez-vous ne plus recevoir la newsletter ? Alors envoyez un email à:  
[fair-computer@fastenopfer.ch](mailto:fair-computer@fastenopfer.ch)